

HAUT CONSEIL DES BIOTECHNOLOGIES : LES DÉMISSIONS POSENT QUESTION

Par **Brigitte ALLAIN**

► Députée NI de la Dordogne



Le 27 avril dernier, j'interrogeais en séance la ministre du Développement durable au sujet de la démission de sept organisations non gouvernementales (ONG) du Haut conseil des biotechnologies (HCB), suite à la publication d'un rapport sur les nouvelles techniques de modifications génétiques le 13 avril dernier. Les ONG dénonçaient entre autres la non prise en compte de l'avis divergent de l'un des membres du conseil scientifique du HCB et le calendrier trop court pour pouvoir publier un rapport complet.

Cette situation pose plusieurs questions sur le fonctionnement interne d'un organisme qui conseille le Gouvernement : prise en compte des avis divergents, existence de conflits d'intérêts, publication de rapports incomplets due à l'imposition d'un calendrier précipité... J'ai rencontré Mme Christine Noiville, présidente du HCB, qui m'a assuré qu'un groupe de travail s'était constitué en interne afin d'en améliorer la gouvernance et la diffusion des divergences.

Sur ces « nouvelles techniques de sélection » qui relèvent de la modification génétique, nous avons besoin d'un avis indépendant, où les discussions puissent être menées en toute transparence, en toute impartialité et sans pressions extérieures. Nous savons que les entreprises de biotechnologies font pression auprès des institutions européennes pour faire autoriser ces nouveaux OGM. Nous ne devons pas céder à ces pressions et autoriser des techniques et produits sans avoir au préalable mesuré pleinement les risques à long terme.

Aujourd'hui, les citoyens ont des attentes fortes, interrogent les finalités de l'utilisation de nouvelles technologies. Personne

« Nous avons besoin d'un avis indépendant, où les discussions puissent être menées en toute transparence, en toute impartialité et sans pressions extérieures »

ne méconnaît les enjeux financiers considérables. N'oublions pas que Monsanto dispose d'un budget Recherche-développement qui dépasse le milliard de dollars par an. De combien l'Institut de la recherche agronomique (Inra) dispose-t-il pour produire des connaissances et des outils pour concevoir et évaluer des systèmes de culture durable ?

Je rappellerai l'une des recommandations en matière de santé proposée en 1998 dans le rapport parlementaire sur les OGM de J-Y. Le Déaut : « S'il y a le moindre risque, même faible, démontré concernant une plante transgénique, il ne doit y avoir en aucun cas, aucune importation, aucune mise en consommation, et aucune autorisation de mise en culture ». Aujourd'hui, nous mangeons de la viande issue d'animaux nourris avec des plantes génétiquement modifiées importées, insecticides ou insensibles au glyphosate ! De nombreux rapports scientifiques jugent certains de ces pesticides potentiellement cancérigènes et perturbateurs endocriniens. En parallèle, le nombre de ces maladies et des malformations infantiles croît dangereusement. Où est le progrès ? Pour quel bénéfice public ?

Nous sommes face à un choix crucial de notre modèle agro-alimentaire et de la préservation de la biodiversité, d'autant plus que les OGM ne permettent pas de cohabitation avec d'autres types d'agriculture. Le débat doit être alimenté et le politique en dernier recours doit arbitrer, choisir. En tant que députée, ma question

restera toujours celle-ci : quels modèles agricoles voulons-nous promouvoir pour la souveraineté alimentaire ? ●

